

## Docteur Sidi O. Salem

**"Le problème à résoudre est l'édification de l'Etat. Il faut bannir tout discours raciste, toute vision archaïque ou manipulation de notre vie anthropologique."**

Y a-t-il selon vous une question nationale en Mauritanie ?

Oui, il y a une question nationale si on entend par là les facteurs qui renforcent l'unité nationale. Si par contre il faut entendre par là un problème de cohabitation entre communautés, je dis que cela débouche sur un ethnicisme. Donc il n'y a pas de question nationale. L'histoire politique de la Mauritanie a démarré dans un contexte néo-colonialiste où les leaders ne pouvaient concevoir l'Etat qu'en termes de représentativités communautaires, sans avoir un projet national. D'où les nationalismes arabe et négro-africain.

Il y a eu d'autres revendications identitaires ; d'ou l'émergence de forces centrifuges qui présenteront le problème en termes de développement, d'intégration, de projets de développement de la société. Il faut dire qu'en termes de différences, donc de facteurs de désunion, nous avons moins de problèmes que d'autres pays. Nos différences doivent être un atout et non un handicap. A mon avis ce qu'il faut plutôt exclure c'est l'arbitraire. Un citoyen, quelle que soit sa communauté, ne doit pas se sentir exclu. Il s'agit surtout d'assurer l'intégration.

Je constate que chaque fois que le pays est dans une fragilité institutionnelle, il y a des opinions identitaires minoritaires qui tentent d'exploiter cette situation.

**Il y a un passif humanitaire dont ont été victimes les négro-africains. Quelle solution préconisez-vous pour son règlement ?**

Il y a une question nationale qui se traduit en termes de projet démocratique national. Il y a l'arbitraire. Et là c'est une question d'atteinte à des citoyens dont nous réclamons le règlement. C'est une question ponctuelle et historique. Le passif humanitaire est la résultante de la politique de O. Taya basée sur les conflits, l'arbitraire...

Il appartient aujourd'hui à la classe politique de ce pays de rechercher la solution des problèmes dans le dialogue. Le problème à résoudre est l'édification de l'Etat. Il faut bannir tout discours raciste, toute vision archaïque ou manipulation de notre vie anthropologique. Il n'y a pas de problème de cohabitation comme pour la Serbie, la Bosnie ou ailleurs. Ce dont nous avons plutôt souffert, c'est la tribalisation. O. Taya a usé de ce dosage sans tenir compte des compétences. Tout le monde a joué son jeu. Ceci arrange les communautés et les tribus qui ont d'autres cadres pour les défendre. Il faudrait que les démocrates défendent la Nation. On ne doit pas dans l'Etat renforcer la tribu. Ce serait anti-démocratique. La tribu est l'incarnation de la structure traditionnelle esclavagiste, on ne doit pas la reproduire dans une structure étatique qui se veut démocratique. Et j'espère que les nouvelles autorités effectueront la rupture avec ces cadres archaïques de gestion de la vie publique.



Docteur Sidi O. Salem est membre fondateur et membre du comité permanent de l'UFD/EN. Il sera arrêté du 11 au 25 novembre 2000 après la dissolution de son parti. Candidat de l'UFD/En aux législatives de 96 à Nouakchott, puis du RFD aux sénatoriales de 2002 à Nouakchott, chargé de la communication au directoire de campagne d'Ahmed Ould Gaddah pour les élections présidentielles du 7 Novembre 2003, il avait gelé ses activités au niveau du parti en 2003. Actuellement, il est professeur de physique à l'Université de Nouakchott.